

Pour un projet euro-arabe

La région de la Méditerranée méridionale a connu depuis décembre 2010, des bouleversements très importants. On a parlé de « printemps arabe » ou d'effet domino, ce qui est davantage un slogan racoleur que la traduction exacte d'une situation objective. En effet, le monde arabe regroupe des réalités sociales, économiques et politiques très différentes, malgré des similitudes apparentes. Les dynamiques de révolte, de contestation ou de réforme diffèrent d'un pays à un autre. En revanche, ce qui est indéniable est l'évolution globale de cette région dont le paysage politique qui est en pleine recomposition. Dans ce contexte, la chute du régime de Kadhafi, qui doit tout aux efforts déployés par la France, est de première importance. Elle redessine un Maghreb nouveau – avec un Maroc stable et consolidé par sa réforme constitutionnelle du 1^{er} juillet, une Tunisie régénérée et une Libye débarrassée d'un dictateur ubuesque – et laisse espérer une relance du grand projet d'Union pour la Méditerranée que certains, dont une Allemagne dépourvue de toute vision géopolitique d'envergure, voulaient enterrer.

A l'occasion des changements intervenus en 2011 dans de nombreux pays, Nicolas Sarkozy a pu affirmer qu'il faut imaginer « une politique économique et commerciale pour favoriser la croissance de ces démocraties qui viennent de naître » dans le monde arabe. À vrai dire, dans le nouvel ordre mondial qui est en train de se construire, les nations européennes et le monde arabe sont également menacés de marginalisation. Dans chacun de ces ensembles voisins et cousins, il est temps de redécouvrir les facteurs de rapprochement.

La coopération entre les deux rives de la Méditerranée est assurément un projet d'avenir. L'objectif est la construction d'un avenir commun qui passe par l'intégration économique et la mise en valeur de nos complémentarités mais aussi par la construction d'un nouveau modèle de société pour le XXI^e siècle. Il est raisonnable d'affirmer que les changements dans les pays arabes ouvrent de nouvelles perspectives géopolitiques. Ils représentent une bonne chance de repenser et de relancer une relation euro-arabe dont nous avons autant besoin au nord qu'au sud de la Méditerranée. Il ne fait pas de doute que le moteur de cette relation doit être une politique arabe de la France réaffirmée vigoureusement et régénérée sans complexe. Décidément, la France peut encore manœuvrer et jouer son jeu.

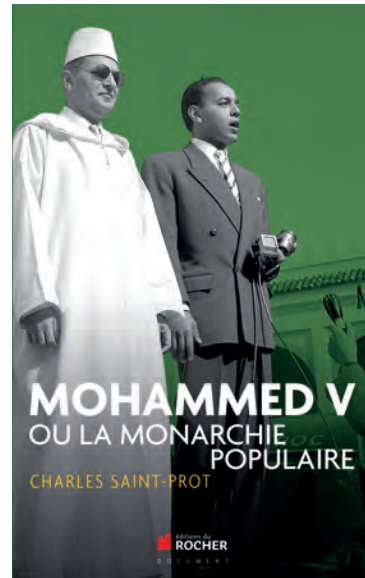
Charles Saint-Prot

Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques

Mohammed V ou la monarchie populaire

par Charles Saint-Prot

Editions du Rocher, Paris-Monaco, 256 pages.



Extraordinaire est le destin de Mohammed ben Youssef, ce jeune prince, pâle et frêle, désigné comme sultan par un heureux coup du sort en automne 1927, dans un Maroc encore aux portes du monde moderne, atterré, ballotté par le jeu des puissances et soumis au régime du protectorat, et qui, à sa mort, en 1961 était le roi d'un pays qu'il avait fait sortir de la

domination et du déclin; un pays auquel il avait infusé le sens aigu de sa personnalité tout en respectant sa tradition.

Charles Saint-Prot nous fait plonger et nous accompagne dans l'histoire du Maroc des années cinquante. Nous pouvons comprendre que grâce à cet homme un lien indéfectible s'était créé. Un lien qui avait permis de consolider la monarchie, nationale et populaire, sur des bases solides, assurant ainsi la stabilité du pays et jetant les bases d'un renouveau marocain qui trouve aujourd'hui son expression sous le règne de Mohammed VI, petit-fils du roi libérateur.

Colloque international à Abou Dhabi

17 Janvier 2012

La finance islamique et l'économie contemporaine

Observatoire d'études géopolitiques (OEG), Paris.

&

ECSSR

(Emirates Center for Strategic Studies and Research)

p. 2-3

A l'occasion de ce colloque signature d'un accord de partenariat entre ECSSR et l'OEG



COLLOQUE INTERNATIONAL À ABOU DHABI

17 JANVIER 2012

LA FINANCE ISLAMIQUE ET L'ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

ECSSR

(Emirates Center for Strategic Studies and Research), Abou Dhabi

&

Observatoire d'études géopolitiques (OEG), Paris

PROGRAMME

9h- 9h20: Discours introductifs

-Dr. Jamal Sanad Al-Suwaidi

Directeur Général – ECSSR (Emirates Center for Strategic Studies and Research)

-Dr. Charles Saint-Prot

Directeur - Observatoire d'études géopolitiques France

SESSION 1

9h20 -9h40: Économie contemporaine et responsabilité sociale

M. Ahmad Al Ostaz - ECSSR

Dr. Ahmed El Safti - ECSSR

9h40-10h: Débat

10h-10h20: La finance islamique et la responsabilité sociale

Usman Hayat

Directeur Islamic Finance and Environmental, Social and Governance Investing, Londres.

Pr. Abdel Maoula Chaar

Professeur de finance islamique, Représentant l'École Supérieure des Affaires (ESA), Beyrouth

10h20-10h40: Débat

10h40-10h50: Pause

10h50 -11h10: Les mécanismes de la finance islamique: applications et futurs défis

Pr. Henri Védie

Professeur émérite à HEC France, OEG

SESSION 2

11h30- 11h50: La demande pour la finance islamique dans l'économie d'aujourd'hui

Abdallah Al-Suwaidi, ECSSR

Majid Siddique Dawood

CEO of Yasaar limited, (London & Dubai) UK

Michel Ruimy

Économiste de banque

Professeur affilié à l'ESCP-EUROPE, Paris

11h50-12h10: Les principes fondamentaux de la finance islamique et les crises financières.

Youssef Talal Delorenzo

Scholar & Chief Shariah officer at Shariah Capital Inc, (Dubai & Connecticut), États-Unis d'Amérique

Pr. Bernard Fevry

Professeur à HEC Paris, à ESCP Europe (Paris) et l'ESA de Beyrouth

12h10-12h30: débat

12h30-12h40: Pause

12h40-13h: Applications pratiques de la finance islamique: aux Emirats arabes unis et en France

Abdullah Ali Al Hamili

CEO, Dubai Islamic Bank, Emirats arabes unis

Pr. Thierry Rambaud

Professeur agrégé de droit public, Faculté de droit de Strasbourg, Science-Po Paris, OEG

13h-13h20: Débat

13h20-13h30: Conclusion

UNE ÉTHIQUE POUR NOTRE TEMPS

Charles Saint-Prot

Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques

Une mauvaise connaissance de l'Islam et parfois une certaine hostilité conduisent souvent à proférer des contre-vérités ou à entretenir des clichés négatifs à l'encontre de cette grande religion qui regroupe plus d'un milliard et demi de croyants dans le monde. Ainsi, lisons-nous régulièrement des affirmations selon lesquelles l'Islam serait incapable d'évoluer et de répondre aux besoins du temps. Or, le dynamisme et la pertinence de la Finance islamique sont là pour démontrer le contraire.

La crise financière et économique commencée en 2008 a montré les failles de l'idéologie et de la pratique d'un système financier international qui a perdu de vue la dimension humaine de l'économie. Aujourd'hui, on s'interroge sur la nécessité de

réconcilier économie et humanisme. Sur cette question essentielle pour l'avenir de l'humanité, l'Islam, a assurément un rôle à jouer car il est porteur d'une éthique économique, que l'on retrouve également dans la religion catholique. C'est d'ailleurs ce que constatait deux auteurs du journal du Vatican *L'Osservatore Romano*, dans un article intitulé « La finance islamique des propositions et des idées pour l'Occident en crise ».

Si nous analysons la crise du système ultralibéral depuis 2008, il est constant que les principes éthiques sur lesquels est basée la finance islamique rapprochent les banques de leurs clients et du véritable esprit qui devrait caractériser tous les services financiers. À vrai dire, la Finance islamique pourrait contribuer à redonner de nouvelles règles alors que nous affrontons une crise de confiance dans le système bancaire et financier international. En résumé, il s'agit de reconstruire un modèle capitaliste qui a échoué.

LA FINANCE ISLAMIQUE : UNE RÉPONSE À LA CRISE FINANCIÈRE ET À SES DÉFIS ?

Professeur Henri-Louis VEDIE,

Professeur émérite Groupe HEC Paris

Si la France découvre la Finance islamique, l'Angleterre la pratique depuis une décennie et les Etats-Unis sont loin de l'ignorer. Face à la crise financière et à ses défis (notamment répondre aux besoins de liquidités), la Finance islamique ne saurait bien sûr être à l'écart, et ce d'autant plus que, outre des liquidités disponibles importantes, elle propose une réflexion sur des principes oubliés comme la condamnation du prêt à intérêt, comme la contribution annuelle de solidarité, comme l'interdiction du risque de perte, etc.

Il faut donc tout d'abord rappeler la longue histoire de la Finance islamique, en préciser les fondements, voir ce qui distingue le système bancaire islamique du système conventionnel à dominance anglo-saxonne, mais aussi ce qui l'en rapproche. Ce qui permet de voir comment elle se positionne, aujourd'hui, dans le cadre du système financier international et comment elle peut être une réponse aux besoins de liquidités des États touchés par la crise des dettes souveraines et à quel prix. Les moyens dont elle dispose, l'éthique qu'elle développe devraient lui permettre de répondre, au cours des prochaines années, aux besoins financiers de la globalisation et aux attentes de moralisation d'un monde financier touché par la crise et les scandales à répétition de la finance conventionnelle internationale.



Au sommaire du n° 2 de la revue **Société, Droit & Religion**

Éditée par CNRS éditions, sous la direction du professeur Thierry Rambaud

Dossier thématique :

L'ÉTUDE DES SIGNES RELIGIEUX DANS L'ESPACE PUBLIC

VARIA

- *Le gouvernement de l'Église catholique: entre doctrine de la foi et droit canonique*, Guillaume Bernard
- *James Madison, la liberté religieuse et la laïcité*, Antoine Imbert – Erwan Le Noan
- *La séparation des Églises et de l'État en Allemagne et en France: regards croisés*, Thierry Rambaud
- *Le droit au cœur de l'Islam*, Charles Saint-Prot

ACTIVITÉS OEG

Zeina el Tibi sur *Africa 1*

Zeina el Tibi, présidente déléguée de l'Observatoire d'études géopolitiques, a été l'invitée du *Grand Débat* (2 heures), le 16 décembre de 18 à 20h, sur la chaîne de *radio internationale Africa n° 1*. Elle s'est exprimée sur l'actualité en Afrique et dans le monde.

Exception marocaine

Le professeur Frédéric Rouvillois a présenté une communication sur « La singularité de la situation marocaine » lors d'un colloque organisé à l'Institut du monde arabe sur « la démocratisation dans le monde arabe », le 16 décembre 2011.

Islam et démocratie

Charles Saint-Prot publie une étude sur le thème « Islam et démocratie » dans le magazine *Moyen-Orient* n°13, janvier-février 2012.

Colloque: Islam, religion du juste milieu

L'OEG et la Faculté de droit de Strasbourg organisent avec l'ISESCO, un colloque sur le thème: « Islam, religion du juste milieu », le 5 avril 2012 à Strasbourg. Renseignements à nos bureaux.

PUBLICATION :

La constitution marocaine de 2011



Les éditions de la REMALD (Rabat) publient les communications des colloques organisés à l'ENAP de Rabat et à l'ENA de Paris, en juin 2011, sous le titre: *La constitution marocaine de 2011, lectures croisées*, sous la direction de Ahmed Bouachik (REMALD), Michel Degoffe, directeur du Centre Maurice Hauriou de la Faculté de droit Paris Descartes, et Charles Saint-Prot (OEG). Pour la France, ce numéro est disponible aux bureaux de l'OEG (16 euros franco).



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à **Paris**, un bureau à **Beyrouth** pour le Proche-Orient et des correspondants sur les cinq continents.

Directeur : Charles Saint-Prot

Présidente déléguée : Zeina el Tibi

Conseil scientifique :

Professeur Jean-Yves de Cara
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenchmidt
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Dr François-Bernard Huyghe
*docteur en science politique (hdr),
 enseignant à l'École de guerre économique*

Professeur Edmond Jouve
professeur émérite des Universités

Professeur Pierre Pascallon
*professeur agrégé des Universités
 à l'université de Clermont-Ferrand*

Doyen Jean-François Poli
Université de Corse

Professeur Frédéric Rouvillois
*Professeur agrégé de droit public,
 à la Faculté de droit Paris Descartes*

Professeur Henri Védie
économiste, Groupe HEC

Siège de l'OEG

14 avenue d'Eylau - 75016 Paris

T. +33 (0)1 77 72 64 27 et 28

F. : +33 (0)1 77 72 64 29

etudesgeo@yahoo.com

www.etudes-geopolitiques.com

Secrétariat : du lundi au vendredi de 9h30 à 18 h

Bulletin de l'OEG

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187